

Évolutions bancaires et monétaires à Wallis-et-Futuna au 30 juin 2016

ÉVOLUTION FINANCIÈRE ET BANCAIRE INTERNATIONALE

Dans son édition d'avril 2016 du Rapport sur la stabilité financière dans le monde, le FMI indiquait que « *Les risques qui pèsent sur la stabilité financière mondiale se sont intensifiés depuis l'édition d'octobre 2015 [de ce rapport]* ». Les prévisions du FMI pour la croissance mondiale ont été revues à la baisse en juillet 2016 (-0,1 point de pourcentage) à 3,1 % pour 2016 et 3,4 % pour 2017, par rapport à une croissance de 3,1 % pour 2015, suite au vote intervenu au Royaume-Uni le 23 juin 2016 concernant la sortie du pays de l'Union européenne, avec des perspectives plus défavorables pour les pays avancés et inchangées pour les autres zones.

Pour la zone euro, le taux de croissance en glissement annuel s'établit à 1,6 %¹ au deuxième trimestre 2016, avec une croissance trimestrielle du PIB en volume de 0,3 %¹ pour le deuxième trimestre 2016 et de 0,5 %¹ pour le premier trimestre 2016. La BCE prévoit une croissance du PIB en volume de 1,7 % en 2016 et 1,6 % en 2017 et 2018. En août 2016, la progression annuelle de l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) était de 0,2 %¹. La BCE prévoit une variation de l'IPCH de 0,2 % pour 2016, 1,2 % pour 2017 et 1,6 % en 2018.

À l'issue de la réunion du 8 septembre 2016, le Conseil des gouverneurs de la Banque Centrale européenne (BCE) a laissé inchangés les taux d'intérêt des principales opérations de refinancement à 0,00 %, de la facilité de prêt marginal à 0,25 % et de la facilité de dépôt à -0,40 %. Le Conseil a par ailleurs confirmé que « *les achats mensuels d'actifs à hauteur de 80 milliards d'euros devraient être réalisés jusque fin mars 2017 ou au-delà, si nécessaire, et en tout cas, jusqu'à ce qu'il observe un ajustement durable de l'évolution de l'inflation conforme à son objectif.* », à savoir « *assurer un retour de l'inflation à des niveaux inférieurs à, mais proches de 2 % à moyen terme.* ».

En France, le PIB est en légère baisse (-0,1 %)² au deuxième trimestre 2016 après une croissance de 0,7 %² au premier trimestre 2016. Les prévisions de croissance de la Banque de France sont de +1,4 % en 2016, 1,5 % en 2017 et 1,6 % en 2018. Concernant l'inflation, l'évolution mensuelle de l'IPCH était de 0,3 % en août 2016 et en hausse de 0,4 % sur les 12 derniers mois². La Banque de France prévoit une inflation (ICPH) à 0,2 % pour 2016, 1,1 % pour 2017 et 1,4 % pour 2018.

SITUATION DU SYSTÈME BANCAIRE LOCAL

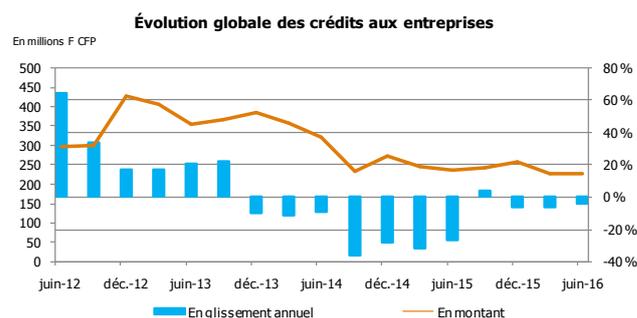
L'économie du Territoire demeure soutenue par la consommation des ménages, tendance qui se retrouve dans l'évolution de l'activité bancaire locale. En effet, l'encours des crédits à la consommation accordés aux ménages continue de progresser en glissement annuel. L'encours des crédits d'investissement accordés aux entreprises se contracte quant à lui de nouveau. Faute d'un cadre juridique et de notions cadastrales ne permettant pas d'asseoir des garanties de prêt sur le foncier, l'encours des crédits à l'habitat poursuit sa tendance baissière.

L'activité de financement principalement orientée vers la consommation des ménages

Au 30 juin 2016, le total de l'encours sain des **crédits octroyés** est en hausse de 1,6 % en rythme annuel.

Repli de l'encours des crédits aux entreprises

En baisse de 4,4 % sur un an, l'encours des crédits accordés aux entreprises s'élève à 225 millions de F CFP à fin juin 2016. Le financement de l'investissement des entreprises, qui regroupe les crédits d'exploitation et les crédits d'investissement progresse sur un an de 8,8 % pour atteindre 96 millions de F CFP. L'encours des **crédits à l'habitat** octroyés aux entreprises s'élève à 38 millions de F CFP au 30 juin 2016 (-11,9 %). Les **autres crédits** se replie de 12,6 % sur un an pour atteindre 91 millions de F CFP à la fin du deuxième trimestre 2016.



¹ Source : Eurostat

² Source : INSEE

Progression de l'encours des crédits aux ménages

À fin juin 2016, l'encours des crédits accordés aux ménages atteint 1,3 milliard de F CFP, en hausse de 2,9 % sur un an.

L'encours des **crédits à la consommation**, qui représente plus de 95 % des crédits accordés aux ménages, progresse de 7,3 % en un an. À fin juin 2016, cet encours s'élève à 1,3 milliard de F CFP.

L'encours des **crédits à l'habitat** poursuit sa baisse. En diminution de 45,9 % en un an, il atteint 59 millions de F CFP au 30 juin 2016.

Recul de la sinistralité

Avec un taux de **créances douteuses** de 5,1 % à fin juin 2016 (contre 6,0 % à fin juin 2015), la qualité du portefeuille s'améliore. Ce taux est stable sur les trois derniers trimestres. L'encours des créances impayées, qui s'élève à 85 millions de F CFP au 30 juin 2016 recule également sur un an (-13,8 %).

Le secteur du commerce concentre toujours plus de la moitié des créances douteuses.

Augmentation des actifs financiers

Évolution des dépôts

Au 30 juin 2016, l'encours total des dépôts s'élève à 5,7 milliards de F CFP, en hausse de 10,8 % en un an.

Les **dépôts à vue**, qui représentent plus de 75 % des placements, continuent de progresser (+18,9 %). Au total, l'encours des dépôts à vue atteint 4,5 milliards de F CFP à fin juin 2016. Cette évolution s'explique par la progression des dépôts à vue des collectivités locales (+58,9 %) et des sociétés non financières (+16,6 %), lesquelles détiennent respectivement et 27,4 % et 44,1 % de l'encours total de ce placement. En revanche, l'encours des dépôts à vue des ménages recule légèrement (-1,9 %).

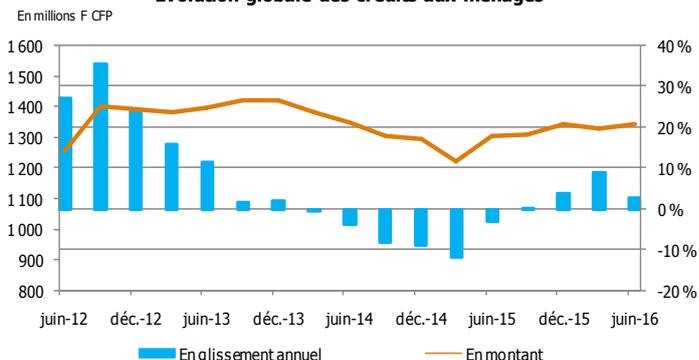
Les **dépôts à terme**, qui s'élèvent à 762 millions de F CFP à fin du premier semestre 2016, reculent en glissement annuel (-24,6 %). Cette évolution est intégralement liée à la baisse des dépôts à terme détenus par les entreprises. Le poids de ces placements dans le volume global des dépôts locaux enregistre donc une baisse par rapport à fin juin 2015 : ils représentent désormais 13,3 % des dépôts (contre 19,5 % fin juin 2015).

L'encours des **comptes d'épargne à régime spécial** (uniquement des livrets ordinaires à Wallis-et-Futuna) progresse quant à lui de 23,5 % en un an, pour atteindre 504 millions de F CFP à la fin du premier semestre 2016. Ils englobent 8,8 % des dépôts locaux.

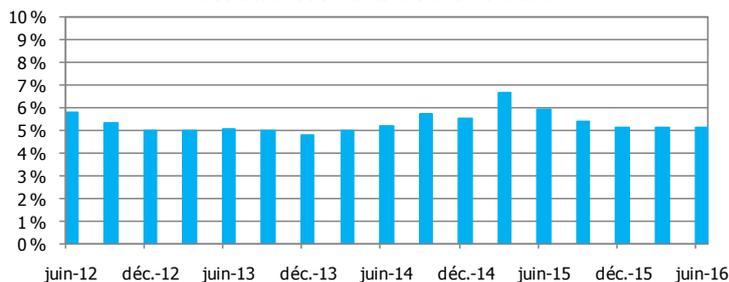
Évolution des autres placements auprès du système bancaire local

Parallèlement à ces dépôts, le système bancaire collecte d'**autres types de placements** (contrats d'assurance-vie, OPCVM, actions, obligations), non transformables pour leur activité de financement. Ces avoirs s'établissent à 1,5 milliard de F CFP à fin juin 2016, en recul de 25,1 % en un an. Ils représentent désormais 20,9 % de l'ensemble des actifs financiers collectés (contre 28,1 % au 30 juin 2015) et sont constitués à plus de 99 % de placements à long terme.

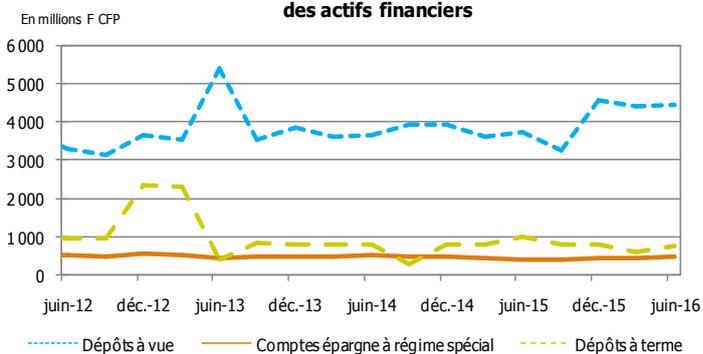
Évolution globale des crédits aux ménages



Évolution du taux de créances douteuses brutes des établissements de crédit locaux

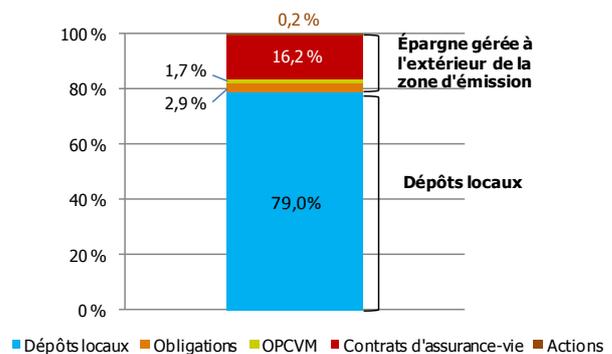


Évolution des principales composantes des actifs financiers



Seuls les **contrats d'assurance-vie**, qui représentent 77,5 % des produits d'épargne gérés hors de la zone d'émission, continuent de progresser. En rythme annuel, ils enregistrent une hausse de 1,0 % et s'élèvent désormais 1,2 milliard de F CFP. Les actions chutent de 66,7 % sur un an, et atteignent 12 millions de F CFP à fin juin 2016. Les placements en **OPCVM non monétaires** (105 millions de F CFP) reculent eux aussi de 6,4 % en rythme annuel. Les **obligations**, qui demeurent entièrement détenues pas les collectivités locales, enregistrent la plus forte baisse (-70,2 %). Elles sont de 208 millions de F CFP à la fin du premier semestre 2016. Enfin, les **OPCVM monétaires** détenues par certaines entreprises de la place restent stables (15 millions de F CFP, inchangées depuis juin 2015).

Répartition des dépôts



Évolution de l'ensemble des actifs financiers

Au 30 juin 2016, l'ensemble des **actifs financiers détenus par les agents économiques** s'élève à 7,2 milliards de F CFP, en hausse de 0,7 % en un an.

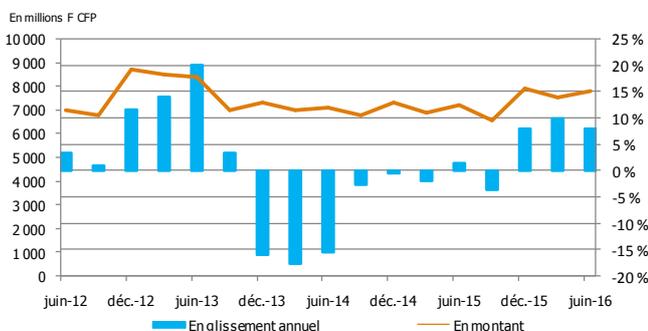
Les **actifs financiers détenus par les ménages** s'établissent à 3,1 milliards de F CFP à la fin du premier semestre 2016 (+1,8 % sur un an). Ils représentent 42,3 % de l'ensemble des dépôts. Les **actifs des sociétés non financières** (27,4 % des actifs) progressent aussi sur un an (+1,7 %). Ils atteignent 2,0 milliards de F CFP à fin juin 2016. En revanche, les **actifs financiers détenus par les collectivités locales** (30,4 % des actifs) reculent de 1,7 % en un an et s'élèvent à 2,2 milliards de F CFP au 30 juin 2016.

Le solde emplois-ressources du système bancaire

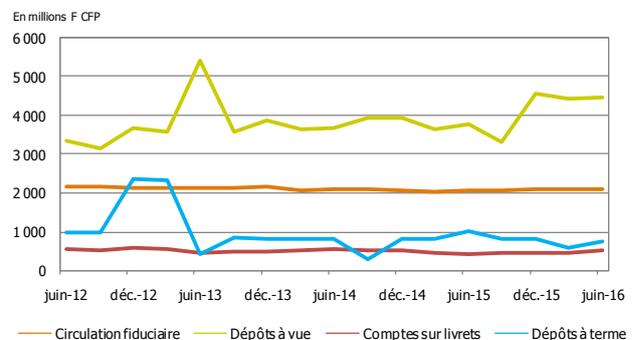
Augmentation de la masse monétaire en circulation

La masse monétaire M3 continue d'augmenter en rythme annuel (+8,0 %). Elle s'établit désormais à 7,8 milliards de F CFP. Cette évolution s'explique principalement par la hausse des **dépôts à vue** (+18,9 % en un an), qui composent plus de la moitié de la masse monétaire. Ils s'élèvent à 4,5 milliards de F CFP fin juin 2016. Les **comptes sur livrets** (504 millions de F CFP fin juin 2016) progressent sur un an (+23,5 %). Enfin, les **dépôts à terme** (762 millions fin juin 2016) ont reculé de 24,6 % en un an.

Évolution de la masse monétaire



Évolution des principales composantes de la masse monétaire

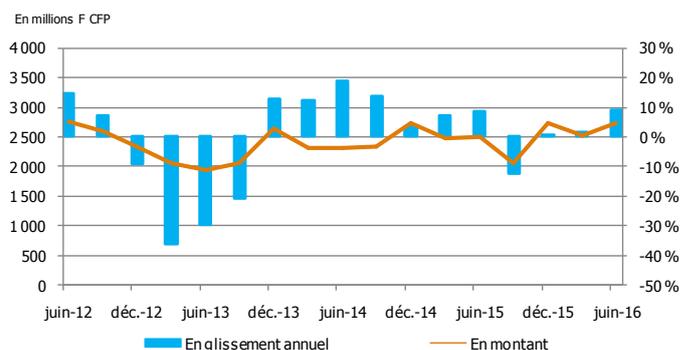


Le solde de la position extérieure nette s'améliore

Au 30 juin 2016, les **ressources du système bancaire** s'élèvent à 4,9 milliards de F CFP. Sur un an, elles progressent de 0,9 %, et concourent à 33,7 % au financement de l'activité de crédit. Les dépôts locaux (4,2 milliards de F CFP) sont les principales ressources du système bancaire (86,1 % des ressources totales au 30 juin 2016). Dans une moindre mesure, le système bancaire se finance également par des ressources propres (687 millions de F CFP, soit 13,9 % des ressources).

Le **solde emplois-ressources clientèle** est en progrès de 1,4 % sur un an, sous l'effet de l'augmentation des dépôts collectés (+1,1 %).

Évolution de la position extérieure nette



La **position extérieure nette** (différence entre les avoirs et les engagements hors zone d'émission) s'élève à 2,7 milliards de F CFP, en hausse de 9,1 % en rythme annuel.

ENDETTEMENT BANCAIRE GLOBAL DES AGENTS ÉCONOMIQUES

Les agents économiques sollicitent également des financements auprès d'établissements de crédit situés hors de la zone d'émission.

L'encours sain des **crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit** intervenant sur le Territoire progresse de 6,9 % en un an pour s'établir à 2,7 milliards de F CFP.

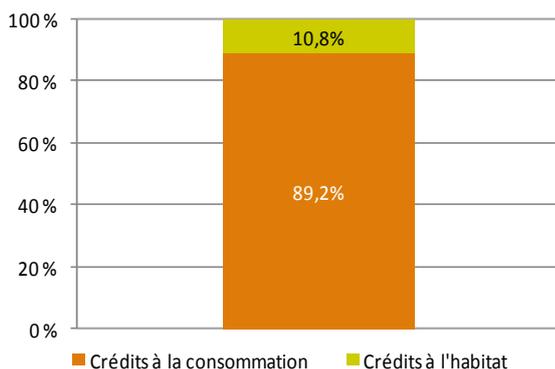
L'encours des **crédits octroyés aux ménages** augmente de 6,5 % en rythme annuel, principalement sous l'effet d'une progression des crédits à la consommation (+7,3 %). Ces derniers composent 89,2 % des crédits aux ménages à fin juin 2016. La hausse de l'encours des crédits à l'habitat (+0,7 % en glissement annuel) résulte d'une opération de fiabilisation des données d'un établissement de crédit situé hors zone d'émission.

Les **concours accordés aux entreprises**, en baisse de 14,5 % en rythme annuel, s'élèvent à 751 millions de F CFP à fin juin 2016. Les crédits d'investissement, qui représentent les trois quarts des crédits aux entreprises, enregistrent une forte baisse (-17,9 %).

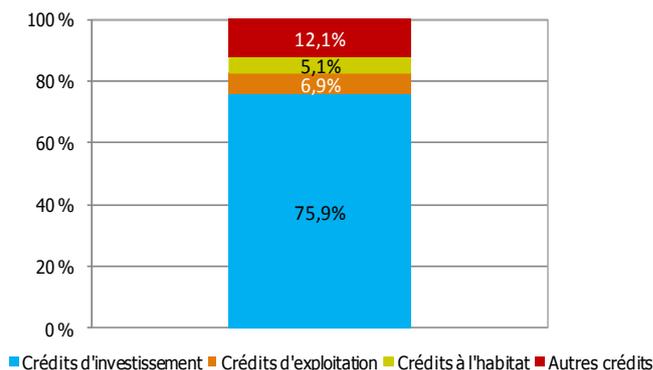
Exclusivement dédiés à l'investissement, les **concours aux collectivités locales** sont uniquement accordés par des établissements de crédit situés hors zone d'émission. Ces concours s'élèvent à 484 millions de F CFP à la fin du premier semestre 2016 (+ 78,8 % en rythme annuel). Ils sont destinés au financement de projets réalisés par le Territoire, dont notamment l'installation du réseau de téléphonie mobile à Wallis-et-Futuna.

La part de marché des **établissements de crédit hors zone d'émission** représente 41,1 % du total des crédits sains (en hausse de 3,0 points). L'encours, de 1,1 milliard de F CFP au 30 juin 2016, progresse de 15,4 % en rythme annuel.

Répartition des crédits aux ménages



Répartition des crédits aux entreprises



MÉTHODOLOGIE

L'ensemble des données concerne des encours. Elles sont issues des déclarations SURFI (Système unifié de reporting financier) des établissements de crédit.

- L'IEOM distingue deux catégories d'établissements de crédit :
 - les établissements de crédit de la zone d'émission (ECZE) qui disposent d'un guichet enregistré auprès de la Banque de France dans la collectivité concernée ;
 - les établissements de crédit hors zone d'émission (ECHZE) qui interviennent sans guichet officiel. Ils regroupent à la fois ceux disposant d'une représentation locale (AFD, CDC...) et ceux qui interviennent depuis la métropole sans aucune implantation locale.

L'analyse du système bancaire local exclut donc les ECHZE.

- Les données de l'épargne de long terme ne sont pas exhaustives, car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits auprès des ECZE, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas les encours collectés par les compagnies d'assurance intervenant sur le territoire.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » selon les types de crédits considérés : les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux ménages, alors que les autres types de crédit sont dans les données des entreprises. Les placements des entrepreneurs individuels apparaissent dans les données des ménages.

TABLEAUX STATISTIQUES

Le système bancaire local

Composantes de la masse monétaire

									Variations	
	juin-12	juin-13	juin-14	juin-15	sept-15	déc-15	mars-16	juin-16	1 sem	1 an
Circulation fiduciaire	2 142	2 139	2 104	2 061	2 052	2 105	2 084	2 080	-1,2%	0,9%
<i>Billets</i>	2 143	2 140	2 104	2 062	2 053	2 106	2 085	2 081	-1,2%	0,9%
<i>Pièces</i>	-1	-1	-1	-1	-1	-1	-1	-1	n.s	n.s
Dépôts à vue	3 322	5 407	3 657	3 748	3 283	4 559	4 429	4 456	-2,2%	18,9%
TOTAL M1	5 464	7 546	5 761	5 809	5 335	6 664	6 512	6 536	-1,9%	12,5%
M2-M1	551	448	530	408	430	440	456	504	14,5%	23,5%
Comptes sur livrets	551	448	530	408	430	440	456	504	14,5%	23,5%
Comptes épargne logement	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s
TOTAL M2	6 015	7 994	6 291	6 217	5 765	7 104	6 968	7 040	-0,9%	13,2%
M3-M2	985	412	820	1 010	810	810	600	762	-6,0%	-24,6%
Dépôts à terme	985	412	820	1 010	810	810	600	762	-6,0%	-24,6%
Titres de créance négociables	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s
Bons de caisse	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s
TOTAL M3	6 999	8 406	7 111	7 226	6 574	7 914	7 568	7 802	-1,4%	8,0%
P1	0	n.s	n.s							
Plans d'épargne logement	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s
Autres compte d'épargne à régime spécial	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s
M3+P1	6 999	8 406	7 111	7 226	6 574	7 914	7 568	7 802	-1,4%	8,0%

Contreparties de la masse monétaire

									Variations	
	juin-12	juin-13	juin-14	juin-15	sept-15	déc-15	mars-16	juin-16	1 sem	1 an
Avoirs hors zone d'émission	6 176	6 556	5 915	7 619	7 166	6 854	8 074	8 665	26,4%	13,7%
Institut d'émission	3 212	4 619	3 614	5 122	5 122	4 113	5 561	5 940	44,4%	16,0%
Établissements de crédit	2 964	1 938	2 302	2 498	2 044	2 741	2 514	2 726	-0,6%	9,1%
Créances du Trésor public	933	930	916	867	786	1 396	1 290	1 329	-4,8%	53,3%
Concours sur ressources monétaires	-109	920	280	-1 260	-1 377	-336	-1 797	-2 193	n.s	n.s
Concours de caractère bancaire des EC locaux	1 660	1 862	1 775	1 651	1 651	1 699	1 649	1 663	-2,1%	0,7%
Ressources non monétaires des EC locaux (à déduire)	1 769	942	1 495	2 911	3 029	2 035	3 446	3 856	89,5%	32,5%
<i>Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées</i>	<i>595</i>	<i>598</i>	<i>601</i>	<i>606</i>	<i>607</i>	<i>607</i>	<i>607</i>	<i>608</i>	<i>0,2%</i>	<i>0,3%</i>
<i>Provisions sur créances douteuses</i>	<i>91</i>	<i>88</i>	<i>86</i>	<i>85</i>	<i>84</i>	<i>82</i>	<i>80</i>	<i>79</i>	<i>-2,9%</i>	<i>-6,8%</i>
<i>Engagements hors zone d'émission</i>	<i>210</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>n.s</i>	<i>n.s</i>
<i>Épargne contractuelle</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>n.s</i>	<i>n.s</i>
<i>Divers</i>	<i>874</i>	<i>256</i>	<i>808</i>	<i>2 220</i>	<i>2 338</i>	<i>1 347</i>	<i>2 759</i>	<i>3 168</i>	<i>135,3%</i>	<i>42,7%</i>
Total M3	6 999	8 406	7 111	7 226	6 574	7 914	7 568	7 802	-1,4%	8,0%
Position extérieure nette	2 754	1 938	2 302	2 498	2 044	2 741	2 514	2 726	-0,6%	9,1%

Équilibre emplois - ressources

									Variations	
	juin-12	juin-13	juin-14	juin-15	sept-15	déc-15	mars-16	juin-16	1 sem	1 an
Emplois	4 561	5 888	4 688	4 889	4 318	4 974	4 803	4 934	-0,8%	0,9%
Excédent des opérations diverses des EC	0	1 934	487	562	489	442	441	451	2,0%	-19,8%
Crédits bruts	1 660	1 862	1 775	1 651	1 651	1 699	1 649	1 663	-2,1%	0,7%
Réserves obligatoires et libres	147	155	125	179	133	93	199	95	2,5%	-46,9%
Position extérieure nette des EC (si positive)	2 754	1 938	2 302	2 498	2 044	2 741	2 514	2 726	-0,6%	9,1%
Ressources	4 561	5 888	4 688	4 889	4 318	4 974	4 803	4 934	-0,8%	0,9%
Dépôts collectés (- encaisses)	3 813	5 202	4 000	4 198	3 627	4 286	4 116	4 246	-0,9%	1,1%
Ressources propres - Valeurs immobilisées	686	686	687	691	691	688	687	687	-0,1%	-0,5%
Excédent des opérations diverses des EC	62	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s
Réescampte	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s
Position extérieure nette des EC (si négative)	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s
Solde emplois-ressources clientèle	2 153	3 340	2 226	2 547	1 976	2 587	2 467	2 583	-0,1%	1,4%

Les placements

									Variations	
	juin-12	juin-13	juin-14	juin-15	sept-15	déc-15	mars-16	juin-16	1 sem	1 an
Sociétés non financières	1 664,6	1 535,4	1 602,9	1 949,8	1 517,4	2 102,7	1 912,8	1 982,5	-5,7%	1,7%
Dépôts à vue	1 187,6	1 032,1	1 476,7	1 686,6	1 454,2	2 039,6	1 849,6	1 967,3	-3,5%	16,6%
Placements liquides ou à court terme	477,0	503,2	126,2	263,1	63,1	63,1	63,2	15,2	-76,0%	-94,2%
Comptes d'épargne à régime spécial	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Placements indexés sur les taux de marché	477,0	503,2	126,2	263,1	63,1	63,1	63,2	15,2	-76,0%	-94,2%
<i>dont comptes à terme</i>	27,0	112,1	12,0	248,0	48,0	48,0	48,0	0,0	-100,0%	-100,0%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	450,0	391,2	114,2	15,2	15,2	15,2	15,2	15,2	0,0%	0,0%
Épargne à long terme	0,0	n.s	n.s							
Ménages	3 070,5	3 066,1	3 133,8	3 003,2	2 864,4	2 997,9	2 966,2	3 057,5	2,0%	1,8%
Dépôts à vue	1 363,2	1 462,4	1 390,4	1 292,5	1 173,5	1 256,7	1 217,4	1 268,1	0,9%	-1,9%
Placements liquides ou à court terme	612,1	494,1	561,5	400,2	414,5	434,0	448,6	497,7	14,7%	24,4%
Comptes d'épargne à régime spécial	526,6	420,0	497,9	382,0	396,4	415,4	430,7	479,4	15,4%	25,5%
<i>dont livrets ordinaires</i>	526,6	420,0	497,9	382,0	396,4	415,4	430,7	479,4	15,4%	25,5%
Placements indexés sur les taux de marché	85,4	74,2	63,7	18,2	18,0	18,6	17,9	18,2	-2,0%	0,4%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	84,5	74,2	63,7	18,2	18,0	18,6	17,9	18,2	-2,0%	0,4%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	0,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Épargne à long terme	1 095,2	1 109,5	1 181,8	1 310,5	1 276,4	1 307,2	1 300,2	1 291,8	-1,2%	-1,4%
<i>dont actions</i>	10,4	14,0	15,5	35,4	13,2	14,1	12,9	11,7	-16,9%	-67,0%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	109,3	131,7	96,3	112,5	98,1	106,4	101,8	105,4	-1,0%	-6,4%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	975,5	963,8	1 070,0	1 162,6	1 165,0	1 186,6	1 185,6	1 174,7	-1,0%	1,0%
Autres agents	3 719,1	3 836,9	2 262,6	2 234,8	2 134,2	2 236,8	2 126,7	2 197,1	-1,8%	-1,7%
Dépôts à vue	771,5	2 912,4	789,8	768,4	655,3	1 262,3	1 361,9	1 221,0	-3,3%	58,9%
Placements liquides ou à court terme	2 333,5	253,8	777,1	769,7	777,1	768,4	558,6	768,1	0,0%	-0,2%
Comptes d'épargne à régime spécial	24,1	28,2	32,4	26,1	33,4	24,7	25,0	24,5	-1,0%	-6,1%
Placements indexés sur les taux de marché	2 309,4	225,7	744,7	743,6	743,6	743,6	533,6	743,6	0,0%	0,0%
<i>dont comptes à terme</i>	873,0	225,7	744,7	743,6	743,6	743,6	533,6	743,6	0,0%	0,0%
Épargne à long terme	614,1	670,6	695,7	696,7	701,9	206,1	206,1	208,0	0,9%	-70,1%
Total actifs financiers	8 454,2	8 438,3	6 999,3	7 187,8	6 516,0	7 337,3	7 005,6	7 237,1	-1,4%	0,7%
Dépôts à vue	3 322,3	5 406,9	3 656,9	3 747,5	3 283,0	4 558,6	4 428,9	4 456,4	-2,2%	18,9%
Placements liquides ou à court terme	3 422,6	1 251,2	1 464,8	1 433,0	1 254,7	1 265,5	1 070,4	1 280,9	1,2%	-10,6%
Comptes d'épargne à régime spécial	550,7	448,1	530,3	408,1	429,8	440,1	455,7	503,9	14,5%	23,5%
<i>dont livrets ordinaires</i>	550,7	448,1	530,3	408,1	429,8	440,1	455,7	503,9	14,5%	23,5%
Placements indexés sur les taux de marché	2 871,8	803,1	934,6	1 024,9	824,8	825,4	614,7	777,0	-5,9%	-24,2%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	984,6	411,9	820,4	1 009,8	809,7	810,2	599,5	761,9	-6,0%	-24,6%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	1 887,3	391,2	114,2	15,2	15,2	15,2	15,2	15,2	0,0%	0,0%
Épargne à long terme	1 709,3	1 780,2	1 877,5	2 007,2	1 978,3	1 513,2	1 506,3	1 499,8	-0,9%	-25,3%
<i>dont actions</i>	10,4	14,0	15,5	35,4	13,2	14,2	13,0	11,8	-16,8%	-66,7%
<i>dont obligations</i>	614,1	670,6	695,7	696,7	701,9	206,0	206,0	207,9	0,9%	-70,2%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	109,3	131,7	96,3	112,5	98,1	106,4	101,8	105,4	-1,0%	-6,4%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	975,5	963,8	1 070,0	1 162,6	1 165,0	1 186,6	1 185,6	1 174,7	-1,0%	1,0%

									Variations	
	juin-12	juin-13	juin-14	juin-15	sept-15	déc-15	mars-16	juin-16	1 sem	1 an
Dépôts locaux	4 857,6	6 266,9	5 007,6	5 165,4	4 522,5	5 808,9	5 484,1	5 722,2	-1,5%	10,8%
Dépôts à vue	3 322,3	5 406,9	3 656,9	3 747,5	3 283,0	4 558,6	4 428,9	4 456,4	-2,2%	18,9%
Comptes d'épargne à régime spécial	550,7	448,1	530,3	408,1	429,8	440,1	455,7	503,9	14,5%	23,5%
<i>dont livrets ordinaires</i>	550,7	448,1	530,3	408,1	429,8	440,1	455,7	503,9	14,5%	23,5%
Dépôts à terme	984,6	411,9	820,4	1 009,8	809,7	810,2	599,5	761,9	-6,0%	-24,6%
Bons de caisse	0,0	n.s	n.s							
Titres de créances négociables	0,0	n.s	n.s							
Placement HZE	3 596,6	2 171,4	1 991,7	2 022,3	1 993,4	1 528,4	1 521,5	1 514,9	-0,9%	-25,1%
<i>dont actions</i>	10,4	14,0	15,5	35,4	13,2	14,2	13,0	11,8	-16,8%	-66,7%
<i>dont obligations</i>	614,1	670,6	695,7	696,7	701,9	206,0	206,0	207,9	0,9%	-70,2%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	1 887,3	391,2	114,2	15,2	15,2	15,2	15,2	15,2	0,0%	0,0%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	109,3	131,7	96,3	112,5	98,1	106,4	101,8	105,4	-1,0%	-6,4%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	975,5	963,8	1 070,0	1 162,6	1 165,0	1 186,6	1 185,6	1 174,7	-1,0%	1,0%
Total actifs financiers	8 454,2	8 438,3	6 999,3	7 187,8	6 516,0	7 337,3	7 005,6	7 237,1	-1,4%	0,7%

Les crédits à l'économie

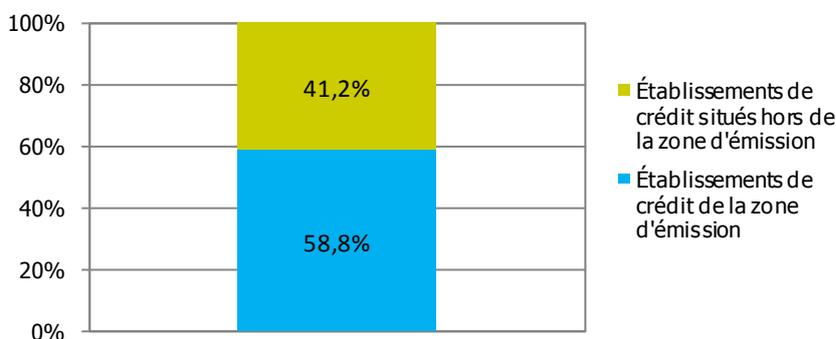
Etablissement de crédit local

	juin-12	juin-13	juin-14	juin-15	sept-15	déc-15	mars-16	juin-16	Variations	
									1 sem	1 an
Entreprises										
Crédits d'exploitation	31,2	2,0	3,1	36,3	54,7	58,9	43,0	51,7	-12,2%	42,3%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	31,2	2,0	3,1	36,3	54,7	58,9	43,0	51,7	-12,2%	42,3%
Crédits d'investissement	71,0	58,1	61,6	51,9	45,2	56,9	49,6	44,4	-22,0%	-14,5%
<i>Crédits à l'équipement</i>	71,0	58,1	61,6	51,9	45,2	56,9	49,6	44,4	-22,0%	-14,5%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	53,3	45,4	30,2	9,6	8,8	19,5	18,0	16,6	-14,7%	73,0%
Crédits à l'habitat	133,5	122,8	111,7	43,4	42,1	40,8	39,5	38,2	-6,4%	-11,9%
Autres crédits	59,2	171,5	145,3	103,7	99,6	99,4	95,1	90,7	-8,8%	-12,6%
Encours sain	294,9	354,4	321,6	235,3	241,7	256,0	227,2	224,9	-12,1%	-4,4%
Ménages										
Crédits à la consommation	1 185,6	1 212,1	1 194,0	1 197,8	1 226,6	1 269,0	1 261,0	1 285,2	1,3%	7,3%
<i>Crédits de trésorerie</i>	1 168,9	1 187,7	1 177,9	1 186,6	1 210,9	1 254,3	1 251,4	1 275,5	1,7%	7,5%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	16,8	24,4	16,1	11,2	15,8	14,7	9,7	9,8	-33,4%	-12,3%
Crédits à l'habitat	70,3	188,2	154,3	109,2	83,4	76,9	67,2	59,1	-23,1%	-45,9%
Autres crédits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Encours sain	1 256,0	1 400,3	1 348,3	1 307,0	1 310,0	1 345,9	1 328,3	1 344,4	-0,1%	2,9%
Collectivités locales										
Crédits d'exploitation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Crédits d'investissement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Crédits à l'habitat	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Autres crédits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Encours sain	0,0	n.s	n.s							
Autres agents										
Encours sain	12,9	12,2	12,1	10,2	10,0	9,8	9,3	8,7	-10,4%	-14,0%
TOTAL										
Encours sain	1 563,7	1 766,9	1 682,0	1 552,5	1 561,7	1 611,7	1 564,7	1 578,0	-2,1%	1,6%
Créances douteuses brutes	96,0	94,8	92,6	98,4	89,6	87,2	84,6	84,8	-2,7%	-13,8%
<i>Créances douteuses nettes</i>	5,2	7,3	6,7	13,2	5,8	5,4	4,4	5,4	0,8%	-58,9%
<i>(dt) Entreprises</i>	0,4	1,2	0,7	0,9	0,8	0,8	0,6	0,8	7,2%	-5,6%
<i>(dt) Ménages</i>	4,8	6,0	6,0	12,3	5,0	4,6	3,8	4,6	-0,3%	-62,6%
Provisions	90,8	87,5	85,9	85,2	83,8	81,8	80,2	79,4	-2,9%	-6,8%
Encours brut total	1 659,7	1 861,6	1 774,7	1 650,9	1 651,4	1 698,9	1 649,4	1 662,9	-0,1%	0,7%
Taux de créances douteuses	5,8%	5,1%	5,2%	6,0%	5,4%	5,1%	5,1%	5,1%	0,0 pt	-0,9 pt
Taux de provisionnement	94,5%	92,3%	92,8%	86,6%	93,5%	93,8%	94,8%	93,6%	0,2 pt	7,0 pt

Ensemble des établissements de crédit

									Variations	
	juin-12	juin-13	juin-14	juin-15	sept-15	déc-15	mars-16	juin-16	1 sem	1 an
Entreprises										
Crédits d'exploitation	1 290,1	17,2	8,7	36,3	54,7	58,9	93,0	51,7	-12,2%	42,3%
<i>Créances commerciales</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
<i>Crédits de trésorerie</i>	1 155,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	134,8	17,2	8,7	36,3	54,7	58,9	93,0	51,7	-12,2%	42,3%
Crédits d'investissement	1 155,6	1 936,8	1 789,2	694,7	662,3	653,2	602,1	570,1	-12,7%	-17,9%
<i>Crédits à l'équipement</i>	1 155,6	1 936,8	1 789,2	694,7	662,3	648,1	597,7	566,3	-12,6%	-18,5%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	56,4	47,8	31,8	9,6	8,8	19,5	18,0	16,6	-14,7%	73,0%
Crédits à l'habitat	133,5	122,8	111,7	43,4	42,1	40,8	39,5	38,2	-6,4%	-11,9%
Autres crédits	59,2	171,5	145,3	103,7	99,6	99,4	95,1	90,7	-8,8%	-12,6%
Encours sain	2 638,3	2 248,3	2 054,9	878,1	858,8	852,3	829,7	750,7	-11,9%	-14,5%
Ménages										
Crédits à la consommation	1 185,6	1 212,1	1 194,0	1 197,8	1 226,6	1 269,0	1 261,0	1 285,2	1,3%	7,3%
<i>Crédits de trésorerie</i>	1 168,9	1 187,7	1 177,9	1 186,6	1 210,9	1 254,3	1 251,4	1 275,5	1,7%	7,5%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	16,8	24,4	16,1	11,2	15,8	14,7	9,7	9,8	-33,4%	-12,3%
Crédits à l'habitat	267,8	324,6	236,6	154,2	118,6	195,8	181,1	155,3	-20,7%	0,7%
Autres crédits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Encours sain	1 453,4	1 536,7	1 430,6	1 352,0	1 345,2	1 464,9	1 442,1	1 440,5	-1,7%	6,5%
Collectivités locales										
Crédits d'exploitation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Crédits d'investissement	273,6	224,2	185,8	270,5	268,7	502,6	502,6	483,7	-3,8%	78,8%
<i>Crédits à l'équipement</i>	273,6	224,2	185,8	270,5	268,7	502,6	502,6	483,7	-3,8%	78,8%
Crédits à l'habitat	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Autres crédits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Encours sain	273,6	224,2	185,8	270,5	268,7	502,6	502,6	483,7	-3,8%	78,8%
Autres agents										
Encours sain	52,1	70,1	30,6	10,2	10,0	9,8	9,3	8,7	-10,4%	-14,0%
TOTAL										
Encours sain	4 417,5	4 079,3	3 701,9	2 510,8	2 482,7	2 829,6	2 783,7	2 683,7	-5,2%	6,9%
<i>dont ECHZE</i>	2 853,8	2 312,4	2 019,9	958,3	920,9	1 217,8	1 219,0	1 105,6	-9,2%	15,4%
Créances douteuses brutes	508,3	473,0	447,4	412,6	393,1	376,5	375,4	384,5	2,1%	-6,8%
<i>Créances douteuses nettes</i>	283,8	271,3	263,3	255,7	243,6	233,8	235,1	247,6	5,9%	-3,2%
<i>(dt) Entreprises</i>	202,7	200,3	197,5	197,8	197,4	197,0	196,5	196,3	-0,3%	-0,7%
<i>(dt) Ménages</i>	81,1	71,0	65,7	57,9	46,2	36,8	38,6	51,2	39,1%	-11,5%
Provisions	224,5	201,7	184,2	157,0	149,5	142,7	140,3	136,9	-4,0%	-12,8%
Encours brut total	4 925,9	4 552,3	4 149,4	2 923,4	2 875,8	3 206,0	3 159,1	3 068,2	-4,3%	5,0%
Taux de créances douteuses	10,3%	10,4%	10,8%	14,1%	13,7%	11,7%	11,9%	12,5%	0,8 pt	-1,6 pt
Taux de provisionnement	44,2%	42,7%	41,2%	38,0%	38,0%	37,9%	37,4%	35,6%	-2,3 pt	-2,4 pt

Répartition des concours bancaires sains



Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.ieom.fr

Directeur et responsable de la publication : C. DORWLING-CARTER

Éditeur et imprimeur : IEOM - Achevé d'imprimer : Septembre 2016 – Dépôt légal : Septembre 2016 – ISSN : 2271-5770